



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Les-tricheurs-du-Point>

Les « tricheurs » du Point

- L'information - Société - Travail , salaires, emploi, etc... -



Date de mise en ligne : jeudi 6 juillet 2006

Description :

Démontage d'un dossier du *Point* sur « *Les tricheurs du chômage* »

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Pour qui l'ignorerait, *Le Point* est un hebdomadaire de droite, favorable au libéralisme économique et... un tantinet réactionnaire. On ne saurait le lui reprocher (même si l'on n'est pas obligé de partager ce point de vue). Toutefois, c'est aussi un hebdomadaire qui se présente comme un « *magazine d'actualité* » avec vocation à faire oeuvre d'information - de journalisme d'information. Cette prétention, beaucoup plus problématique, fait sourire. La livraison du 29 juin 2006 est un numéro d'anthologie fort éclairant pour savoir ce qu'il reste de journalisme dans l'hebdomadaire de François Pinault (groupe PPR).

Le « sens » aigu du *Point*

Au *Point*, on a un sens aigu de la hiérarchie de l'information. Ainsi, alors que la presse française semblait avoir perdu le sens des priorités (ne s'égarait-elle pas à accorder une place démesurée à une actualité qui avait la fâcheuse tendance de jeter l'opprobre sur le patronat français ?), l'édition du magazine datée du 29 juin 2006 fait sa « Une » sur un titre « choc » qui recentre le débat : « *Les tricheurs du chômage* ». L'illustration (un homme faisant la sieste, l'air satisfait, les bras croisés derrière la tête) lève le doute des lecteurs peu familiers du *Point* : les « *tricheurs du chômage* » sont bien des personnes qui profitent du système, et non pas ces hommes politiques qui jouent avec les chiffres du chômage pour donner l'illusion d'une baisse. À ceux-là, le *Point* ne consacre pas de dossier.

Au *Point*, on a également un sens aigu de la mise en scène. Le dossier appelé par le titre de « Une » diffère sensiblement de ce dernier. Tout aussi racoleur, il évoque « *La grande triche sociale* ». Où sont passés nos « chômeurs-tricheurs » ? Ou plutôt, par quelle opération journalistique la « triche sociale » en France se trouve-t-elle être réduite à ces « chômeurs-tricheurs » ?

Seconde surprise et second effet de mise en scène, l'enquête sur laquelle s'appuie le dossier central du *Point*... ne porte pas sur « *la triche sociale* ». Qu'importe ! Elle n'en fera pas moins office de prétexte à ce qui s'avère être une condamnation catégorielle « à charge ». Pour le *Point*, cela ne fait un pli : chez les chômeurs, on trouve un nombre anormalement élevé de « tricheurs ». Une spécificité qui méritait bien un « dossier » !

En fait, le *Point* témoigne surtout d'une conscience de classe particulièrement aigüe et d'un sens aigu des priorités sociales du public qu'il se choisit. Notre « dossier » ne prend tout son sens qu'une fois replacé dans son contexte immédiat : le reste du contenu du magazine.

Il y a donc deux numéros du *Point* datés du 29 juin 2006. Celui-ci qui offre une enquête sur « les chômeurs-tricheurs » : la « Une » en fait la publicité, mais il n'existe pas. Et il y a le second, celui qui utilise le « prétexte » d'un plaidoyer ultralibéral de Jacques Marseille contre « le service public » (et notamment les prestations sociales françaises) pour appeler insidieusement à une « traque aux chômeurs », dont l'idée ne choquera peut-être pas tous les lecteurs du *Point*.

Le journalisme ou, plutôt, le glacis journaliste, n'est ici qu'un outil pour servir la propagande libérale de cette publication dont les « sous-titres » de « Une » ne sont pas la promesse d'une information avérée, mais l'affirmation d'un point de vue sur la société française. Il ne s'agit pas de voir si « *l'aide à l'emploi tue l'emploi* » [\[1\]](#) mais d'affirmer que « *l'aide à l'emploi tue l'emploi* ». Il ne s'agit pas de dénoncer « *les responsables du fiasco français* », mais d'affirmer que « le modèle français est un fiasco ». Il ne s'agit pas d'établir « *le vrai prix d'un chômeur* », mais d'affirmer que « tout chômeur est un (sur)coût pour la société ».

1. Une « enquête »

L'enquête sur laquelle se base le dossier du *Point*, « Voyage au coeur des citadelles de l'emploi », n'est pas une enquête. C'est un plaidoyer. D'ailleurs son auteur, Jacques Marseille, n'est pas journaliste. Il est économiste. Avant-gardiste de la modernité sociale, il affirmait déjà, il y a peu, que « *le chômage n'est pas lié à la croissance, mais à l'action des trois piteux : l'État, les syndicats et l'éducation nationale* » [2]. Courageusement, celui-ci appelait - déjà en 2004 ! -, à faire tomber « *la forteresse des salariés à statut* » [3].

Notre « enquêteur » ne cherche pas. Il a déjà trouvé. Ainsi s'avère-t-il moins soucieux de faire connaître la réalité sociale des personnes auprès desquelles il « enquête » que de donner son opinion. Il a d'ailleurs déjà montré qu'il n'hésiterait jamais à le faire, même quand - en dehors de la quasi-totalité des éditorialistes, de la grande majorité des experts ayant accès aux tribunes de la presse française et de tous hommes politiques au pouvoir -, absolument personne ne pense comme lui.

Qu'on ne s'y trompe pas : cette « *plongée dans [un] univers kafkaïen [sic]* » (celui de l'ANPE, des Assedic, de l'Unedic, du chômage et des chômeurs) n'est une partie de plaisir pour personne au *Point*. Mais elle est nécessaire pour porter l'estocade au « *pseudo-modèle social français* » et en extirper le « *cancer* » [4] qui le « *ronge* » : un État trop présent.

Son « voyage » est donc le prétexte à diverses étapes lui permettant de revisiter les grands monuments de la pensée libérale.

Florilège

Le fonctionnement des différentes institutions chargées du traitement des prestations sociales et des demandeurs d'emploi est une « *insulte au bon sens* ». Une vérité qui mérite d'être martelée (et tant pis pour les répétitions) : « *les implantations géographiques de réseaux parallèles est une insulte au bon sens* » ; la France manque « *de modestie, de bon sens et de courage* » ; le système actuel relève du « *défi au bon sens* ».

Pour l'économiste, une « *insulte au bon sens* », c'est avant tout une « *insulte aux contribuables* », qui préféreraient donner leur argent à la société UBS (spécialiste en « *gestion de fortune* » dont une pleine page de publicité est judicieusement placée au beau milieu du dossier) plutôt qu'à l'État. Car, tous ceux qui, comme Jacques Marseille, « *ont compris que le marché était plus performant* » savent « *qu'il vaudrait mieux confier à des « professionnels » le soin d'accompagner les personnes les plus fragiles* ».

L'ennemi ? Ce sont les « *fonctionnaires* » dont une des illustrations qui accompagnent le dossier donne la définition implicite pour l'auteur : « *jamais virée, pas trop bosser, bien payée... je veux être fonctionnaire* ».

Eux ne méritent pas le nom de « *professionnels* ». Ils sont les représentants d'un « *service public pléthorique aux privilèges sans égal* ». Héritiers d'une « *époque où l'État était considéré comme le depositaire de toutes les vertus et l'Union soviétique comme le modèle de l'économie planifiée* », ils vivent d'une Sécurité sociale « *brandie comme un drapeau rouge* » par les ordonnances de 1945, un projet à ce point méprisable que, pour l'auteur, le citer suffit à le dénigrer [5].

Contrôle des chômeurs

Jacques Marseille n'évoque la question de la fraude au chômage qu'une seule fois en s'étonnant, de façon ingénue, d'un taux anormalement faible de fraude sanctionnée en France par rapport aux autres pays de l'OCDE. « *La France est le seul pays européen à ne pas avoir réellement subordonné le versement des allocations de chômage à des obligations* », explique-t-il à ce sujet. L'implication est évidente : « *plus d'obligations* » pousseraient les chômeurs à

retrouver du travail car c'est par choix que certaines personnes restent au chômage. Ce que la dessinatrice - décidément très inspirée -, résume par un croquis dans lequel un personnage s'exclame « *je suis rentier des Assedic* ».

Certes, les rares lecteurs du *Point* qui connaissent - pour les avoir vécues -, les « obligations » que la France parvient tout de même à imposer à ses chômeurs s'étonneront d'une telle affirmation.

Cette recension, loin d'être exhaustive, suffira à rendre compte du ton, mais surtout du thème, de l'enquête de Jacques Marseille qui ne mériterait pas qu'on s'y arrête si elle n'offrait le prétexte à ce « dossier spécial » qui constitue une véritable « perle » de propagande néolibérale déguisée en journalisme.

2. Un dossier

Nous l'avons vu, le « safari chez les pauvres accrochés à leurs privilèges » de Jacques Marseille n'aborde la question de la « fraude » que pour s'étonner de ce que son taux soit *anormalement faible* par rapport aux autres pays de l'OCDE. Il s'agit là d'une première interprétation : la faiblesse d'un taux par rapport à une moyenne fixée arbitrairement implique-t-elle, de façon objective, une anomalie ? Mais pourquoi pas. L'économiste Jacques Marseille a depuis longtemps quitté le terrain de la démonstration scientifique, le lecteur peut donc choisir de suivre son raisonnement.

Il n'en reste pas moins que cet unique paragraphe de « l'enquête » du *Point* ne constitue qu'un argument bien maigre pour crier à la « triche sociale » et, notamment, démontrer que, parmi les tricheurs, les chômeurs sont une catégorie surreprésentée... justifiant leur mise en exergue à la « Une » du magazine.

Mais pour Eric Laffitte, le journaliste qui signe l'article d'introduction au dossier, nul besoin d'apporter la preuve d'une fraude pour crier à la fraude. Il va même plus loin. Pour lui, s'il n'y a pas de preuve que les chômeurs fraudent... c'est bien la preuve qu'ils fraudent !

Démonstration

Le responsable du contrôle à la Caisse nationale des allocations familiales affirme-t-il que « *Le soupçon de fraude ou d'abus qui tend à peser sur les bénéficiaires de prestations sociales se révèle largement non fondé* » ? C'est une « *manière de nier la fraude* » rugit Eric Laffitte. Et si l'on cherche des « *manière[s] de nier la fraude* », ce n'est pas qu'elle n'existe pas, c'est qu'« on » ne veut pas « *la pourchasser* ».

Admirable raisonnement qui veut que puisque le *Point* a décidé de dénoncer une fraude au chômage qu'aucun élément tangible ne peut avérer, c'est non seulement qu'elle existe, mais que d'autres souhaitent la cacher. Don Quichotte, lui, avait choisi de se battre contre des moulins...

Eric Laffitte ne s'arrête pas en si bon chemin. Si l'« on » ne veut pas « *pourchasser* » la fraude, c'est à cause du « *tabou* » de la « *chasse aux pauvres* ». « *Parler de la triche aux aides sociales est spécialement incorrect en France* » lance-t-il, « *et tant pis si régulièrement éclatent ça et là des scandales* ». Ces scandales, ceux qui ternissent l'image du prolétariat précarisé aux yeux de ses lecteurs, le *Point* ne les taira pas ! Les autres, ceux qui pourraient dévaloriser l'image du patronat français, bénéficieront d'un traitement bien moins soucieux.

Recette

Résumons. Pour dénoncer « *la triche quotidienne à laquelle se livrent de petits malins* » nul besoin de faire la démonstration qu'elle existe. Il suffit :

- 1/ de clamer sa détermination à briser un « tabou » dont la dénonciation constituera l'acte de création [6] ;
- 2/ de s'appuyer sur une « enquête prétexte ». Peu importe s'il ne s'agit pas d'une enquête mais d'un plaidoyer et peu importe si elle traite d'un sujet sensiblement différent ;
- 3/ de faire référence à quelques « *exemples isolés mais qui témoignent d'une évolution des esprits* [sic] » ;
- 4/ de donner l'impression d'étayer son propos d'anecdotes dont le statut d'encadrés dans le dossier invite à penser qu'elles sont « révélatrices » de la situation dépeinte. Peu importe si sur les sept cas de « fraude aux prestations sociales » mentionnés, un seul est en rapport à l'allocation chômage... dans « *les réseaux mafieux* » marseillais (!) [7] ;
- 5/ pour le reste, les sous-entendus, les références à « *une réalité connue de tous* » et les « *il paraît que ça arrive* », suffiront.

Sur les bases de ce qui ne peut donc plus être décrit que comme une accusation « à charge » contre ces « chômeurs détresseurs de la Nation », Eric Laffitte quitte hâtivement le registre de l'information pour entrer dans celui de la prescription qui, il est vrai, lui sied mieux.

Traquer pour « moraliser »

Il faut plus de « contrôles », plus de « sanctions » pour « *moraliser le social* » (l'économique, lui, n'en a nul besoin). Il s'agit - et *Le Point* fait figure de pionnier -, de préparer les Français aux « *nouveaux sacrifices* » qu'exigeront d'eux les « réformes courageuses nécessaires » [8]. Ainsi, pour « *approfondir la réforme* » efficacement, il faut plus de « *transparence* »... chez les chômeurs, cela s'entend.

Ainsi, de glissement progressif en grand écart journalistique, l'objectif de ce dossier s'avère donc être de lancer une « traque aux chômeurs », de façon à expliquer les futures « réformes » à venir. Sans aucun doute, un nouveau recul de l'État dont les lecteurs du *Point* ne seront pas les premiers à souffrir.

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage...

3. Pendant ce temps chez les lecteurs du *Point*

[9]

Il n'est pas impossible que ce qui motive Eric Laffitte, soit ce sentiment de profonde injustice qu'il ne parvient pas tout à fait à ravalier... Alors que « *contrôler un chômeur* » est aujourd'hui « *impensable* », « *l'État peut se révéler inquisiteur pour pourchasser les fraudeurs du fisc* ».

Il est de plus en plus difficile d'être riche en France, semble-t-il nous dire, et ce n'est pas Patrick Ricard (PDG de Pernod Ricard dont *Le Point* publie un entretien à quelques pages de là), qui le contredira. Lui-même profite d'une perche tendue par la journaliste du *Point* pour expliquer que même si « [son] *rêve serait franchement de pouvoir prendre [sa] retraite dans le sud de la France* », il craint « *que l'ISF ne [le] pousse à quitter la France* ».

À en juger par le contenu que le magazine leur propose, les lecteurs du *Point* ont plus de chances que d'autres de compatir avec ce pauvre Patrick. Ainsi, cette lecture du dossier « La grande triche sociale » ne serait pas complète si elle ne le replaçait pas dans son contexte immédiat, qui nous informe sur le lecteur que le *Point* cherche à « cibler ».

Un lecteur golfeur

C'est un lecteur qui sera intéressé par un dossier « spécial Golf » de 24 pages et s'empressera de « *Retrouve[r] sur*

BFM » une émission qui lui ressemble : « *Goûts de luxe, spécial golfe* ». Il partagera avec la journaliste Anne Jeanblanc le constat douloureux qu' « *en cette année de centenaire de l'Open de France, et même si beaucoup a été fait, il reste encore du chemin à parcourir pour faire de ce sport hors du commun une des activités préférées des Français.* ». Mais il sera prêt à relever le défi et de lancer, avec elle, « *Chiche ?* ».

Il trouvera sûrement que l'initiative du *Point* d'offrir à ses lecteurs un reportage sur le « *Paradis des golfeurs* » constituera un premier pas important dans cette direction. « *Deux parcours de 18 trous, un hôtel de grand luxe, un spa géant* », pas mal pour commencer... « *Bien sûr, tout cela a un prix* », concèdera-t-il avec le journaliste Christophe Gaillard. En effet : de 550 à 10 000 euros la nuit.

Un lecteur curieux

C'est un lecteur qui se passionnera pour les « grands de ce monde », ceux vers lesquels ses yeux sont tournés. La page « Ces gens-là » l'enchantera. Il se délectera d'apprendre que « *l'infante d'Espagne a montré le bout de son nez* », que « *Christian, héritier du trône de [sic] Danemark a fait sa première croisière avec ses parents* » ou que « *le prince Joachim et la princesse Alexandra* » ont eu « *la joie d'être emmenés au cirque par leurs deux parents, pourtant officiellement séparés* ».

Un lecteur... qui se laissera tenter

C'est un lecteur auquel la page consacrée à « *l'immobilier prestige du Point* » (à partir de 400 000 euros) donnera, à l'occasion, l'envie de s'offrir un pied-à-terre évoquant « *prestige et volupté* ». Il consultera aussi la rubrique « Conso » où une pleine page est, cette semaine, consacrée à vanter les mérites de la dernière Cadillac 4x4 (à partir de 70 390 euros). Il apprendra donc qu'elle « *devrait trouver son public auprès de ceux qui recherchent une voiture résolument différente, imposante et un tantinet tape-à-l'oeil.* ». C'est peut-être lui ? Sinon, il y a toujours la toute nouvelle montre estampillée « Ferrari » (9200 euros).

Un lecteur qui a besoin d'être rassuré

C'est un lecteur qui comprendra Patrick Besson, pour qui « *frôle[r] la banlieue pendant près d'une heure* » c'est partir « *en reportage sans avoir besoin de changer de pays* ». C'est un lecteur qui a besoin d'être conforté dans ses opinions, de savoir qu'il a raison. *Le Point* lui propose toute une palette d'éditorialistes dont il peut être sûr qu'ils ne contrediront pas le directeur de la publication, Franz-Olivier Giesbert pour qui « *le vrai pouvoir stable, c'est celui du capital* » [10] ; Claude Imbert ; Bernard-Henri Levy ; Catherine Pégard...

Un lecteur admiratif

C'est un lecteur qui prendra plaisir à voir glorifier, numéro après numéro, la figure du patron du *Point*, François Pinault. Pour son rôle dans le rachat d'Arcelor par Mittal, par exemple, car François Pinault (patron du *Point*) n'a pas uniquement soutenu Mittal pour s'enrichir, mais pour lutter contre « *le racisme et la xénophobie dont l'industriel aurait été la victime* ». Le lecteur comprendra à quel point l'appui d'un tel homme aura été « *une caution de poids à cette opération contestée dans le petit cercle du patronat français.* »

Un lecteur doué d'une vraie conscience de classe

C'est donc un lecteur qui vit dans un monde bien éloigné de « *l'univers kafkaïen* » des prestations sociales. Peut-être même un lecteur qui ne sera pas tout à fait irrité par le mépris social qui transparaît à la lecture de cet hebdomadaire.

Ce mépris, Noël Pons, chargé de mission au Service central de prévention de la corruption, l'illustre parfaitement

lorsqu'il est interrogé sur ce qui caractérise les fraudeurs dits « *professionnels* ». Il répond : « *L'inventivité, la réactivité. Entendons-nous bien, ils n'ont pas beaucoup d'instruction. Mais, dans leur domaine, ils sont très pointus. Ce sont des bac moins dix qui enfument des bac plus cinq !* » ...

L'horreur, c'est « *qu'ils ne sont pas seuls, ils sont organisés* ».

Renaud Lambert

[1] Sous-titre de « Une », comme les deux citations qui suivent.

[2] *La Guerre des 2 France*, Plon, Paris, 2003, cité in Martine Bulard, "Etat d'urgence sociale", *Le Monde diplomatique*, mars 2004.

[3] Interview dans *Marianne*, 2 février 2004, Paris cité in Martine Bulard, "Etat d'urgence sociale", *Le Monde diplomatique*, mars 2004

[4] Le général Pinochet, aussi, était amateur de métaphores médicales. Lui réussit à extirper le « cancer » de la société chilienne et à faire de son pays l'un des laboratoires du néolibéralisme.

[5] Pour les lecteurs d'Acrimed souhaitant se faire une idée par eux-mêmes, sans toutefois enrichir François Pinault de 3 euros (le prix du *Point*), nous reproduisons ci-dessous le passage incriminé des ordonnances du 4 octobre 1945 : la Sécurité sociale « *répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constate qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère.* »

[6] Un tel « tabou » a récemment donné lieu à une vaste opération publicitaire dans les médias de masse appartenant à des marchands de canon à l'occasion de la publication de l'audacieux pamphlet d'Eric Brunet *Être de droite : un tabou français* (Albin Michel, 2006).

[7] Les six autres renvoient à des cas de fraude à l'allocation des travailleurs à l'amiante, fraude à l'allocation vieillesse complémentaire, fraude non avérée à l'Unedic, fraude à l'assurance-maladie (2 cas) et fraude aux allocations familiales.

[8] Chez Eric Laffitte, comme chez tous les propagandistes néolibéraux, « *le mot de « réforme » (...) [vise] à présenter une restauration comme une révolution, selon une logique qui est celle de toutes les révolutions conservatrices* » (Pierre Bourdieu, *ibid.*)

[9] Sauf mention contraire, toutes les citations suivantes sont tirées du *Point* daté du 29 juin

[10] Cité dans « Le procès de Franz-Olivier Giesbert », *Le Plan B n°2*, mai-juin 2006.